



Le 5 octobre, mobilisation pour nos salaires, nos emplois, nos conditions de travail et d'études !

Nous avons mis en garde le gouvernement, au début de l'été, face à ses projets de régression sociale. Nous lui avons proposé des solutions économiques et sociales pour sortir de la crise sanitaire.

Mais aujourd'hui, le gouvernement et le patronat utilisent la situation sanitaire pour accélérer la remise en cause des droits et des acquis des salariées, des salariés et des jeunes.

L'élargissement et l'accélération indispensables de la vaccination demandent de renforcer l'accès à la santé, les moyens de l'hôpital public et de la médecine du travail. Cela nécessite de convaincre et de rassurer, et non de sanctionner les salariées et salariés.

En cette rentrée :

- **L'emploi** est une des préoccupations essentielles des jeunes et du monde du travail.
- **La précarité** est en forte hausse et, malgré une opposition unanime, la mise en œuvre de la contre-réforme de l'assurance chômage reste d'actualité.
- **Le retour de la contre-réforme des retraites**, que nous avons combattue et empêchée, revient à l'ordre du jour. Gouvernement et patronat veulent imposer de nouveaux reculs sur les retraites.
- **Le chômage partiel** a provoqué la plupart du temps des baisses de rémunération importantes.
- **Trop de salariées et de salariés, dits de « 2^e ligne »**, les travailleurs particulièrement exposés restent maintenus à de bas salaires et ne voient aujourd'hui aucune perspective d'amélioration.
- **Les agents de la fonction publique** attendent toujours et depuis des années des mesures salariales à la hauteur de la perte de leur pouvoir d'achat. Les jeunes ont vu l'investissement dans les aides directes baisser ces dernières années. Le dernier recul en date est la suppression du repas à un euro pour toutes et tous, dont nous réclamons le rétablissement.

Suite interminable de l'affaire Anthony SMITH

Derrière les nombreuses actions intersyndicales pour soutenir Anthony Smith et défendre le rôle de l'Inspection du Travail, deux plaintes sont portées par la Directrice de la DREETS contre la CGT.

Ensemble, nous réclamons le retrait de ces plaintes nocives pour le syndicalisme en général et pour l'avenir du droit d'intervention de l'Inspection du Travail.

La protection des salariés doit être garantie.

C'est pourquoi nous exigeons :

- L'augmentation des salaires.
 - L'abandon définitif des contre-réformes des retraites et de l'assurance chômage.
 - Un vrai travail avec un vrai salaire pour toutes et tous et l'égalité professionnelle femmes/hommes.
 - La conditionnalité des aides publiques selon des normes sociales et environnementales permettant de préserver et de créer des emplois.
 - L'arrêt des licenciements, y compris ceux portés par le « passe-licenciement », et la fin des dérogations au Code du travail et garanties collectives.
- Un coup d'arrêt à la précarisation de l'emploi et à la précarité des jeunes en formation et une réforme ambitieuse des bourses.
 - La fin des fermetures de services, des suppressions d'emplois, du démantèlement et des privatisations dans les services publics et la fonction publique et le renforcement de leurs moyens.
 - Le rétablissement de tous les droits et libertés pour la jeunesse comme pour le monde du travail.
 - L'augmentation du SMIC et des grilles de classifications, du point d'indice de la Fonction Publique, des pensions, des minima sociaux et des bourses d'études.

**Nous appelons les femmes et les hommes
de toutes les professions, les jeunes,
les retraitées et les retraités à se mobiliser.**

Mardi 5 octobre : grève et manifestations :

Reims : 10 h Maison des Syndicats (15 boulevard de la Paix).

Châlons-en-Champagne : 10 h Maison des Syndicats (1 place de Verdun).

Épernay : 10 h Place de l'Hôtel de Ville (avenue de champagne).

Vitry le François : 14 h Espace Lucien Herr.

Sainte Menehould : 10 h rassemblement devant la Mairie.